

DÉBATS & OPINIONS

Corée du Nord/USA : un grand jeu de bluff ?



Ted Carpenter
Analyste au Cato Institute
Washington

CARTE BLANCHE

L'essai nucléaire de la Corée du Nord, finalement, a immédiatement entraîné une tempête de dénonciations de la part de nombreux pays, et notamment des Etats-Unis.

Le Président Barack Obama a déclaré que les Etats-Unis chercheraient à faire voter de nouvelles sanctions par le Conseil de Sécurité de l'Onu et a averti Pyongyang que la poursuite de son programme d'armement nucléaire ne ferait « qu'aggraver son isolement ». De nombreux signes indiquent que le régime de Kim Jong-il considère ces avertissements comme étant sans grandes conséquences.

Depuis des années la sagesse commune au sein de la communauté internationale et aux Etats-Unis est que la Corée du Nord uti-



© AFP

lise son programme nucléaire comme un moyen de négocier des concessions diplomatiques et économiques. Et, toujours selon cette logique, Pyongyang renoncera à son programme nucléaire si le prix négocié lui paraît assez élevé : les discussions à six parties ont effectivement été lancées sur cette hypothèse.

STAGNATION
Mais il y a eu des signes inquiétants durant ces discussions, indiquant que la Corée du Nord fait simplement stagner le processus

tout en continuant à traiter le plutonium et fabriquer des armes nucléaires. Bien que Pyongyang ait donné son accord « de principe » à renoncer à son programme nucléaire il y a plus de trois ans, les sessions de discussions qui se sont suivies ont échoué à poser les détails du processus.

Il y a deux mois les dirigeants nord coréens prétendaient une condamnation presque du Conseil de Sécurité de l'ONU après un essai de missile, pour se retirer des négociations

à six parties. Et aujourd'hui voilà ce nouvel essai nucléaire, le deuxième en moins de trois ans.

UN CHOIX, VRAIMENT ?
Les dirigeants américains ont toujours déclaré que la Corée du Nord faisait face à un choix très clair : soit abandonner sa quête de l'arme nucléaire et devenir graduellement un membre normal de la communauté internationale, soit faire face à un isolement de plus en plus important. Mais les menaces d'isolement de la part de Washing-

ton sonnent quelque peu creux au vu de l'hésitation de longue date de la Chine à endosser des sanctions rigoureuses contre son client nord coréen.

En outre, même au-delà de la protection (offerte par la Chine) contre d'éventuelles sanctions, Pyongyang pourrait bien avoir conclu qu'il est possible d'avoir le beurre et l'argent du beurre : profiter du statut de puissance nucléaire et être récipiendaire de concessions économiques et diplomatiques majeures. En effet, l'hypothèse selon laquelle la pos-

session d'un arsenal nucléaire pourrait hâter, plutôt que d'empêcher, de telles concessions, seraient parfaitement rationnelle.

COMME L'INDE ET LE PAKISTAN
Pyongyang est aussi conscient du fait que Washington a déjà tenté d'utiliser la stratégie de l'isolement contre d'autres nouvelles puissances nucléaires sans succès. Les USA ont cherché à obtenir de l'Inde et du Pakistan qu'ils inversent la vapeur après leurs essais nucléaires et le déploiement d'arsenal dans les années quatre-vingt

dix. Ces mesures paraissent être des souvenirs ayant mal vieilli, étant donné que Washington s'affaire aujourd'hui à établir des liens avec les deux pays nucléarisés.

« Washington a déjà tenté d'utiliser la stratégie de l'isolement contre d'autres nouvelles puissances nucléaires sans succès. »

Les dirigeants nord coréens pourraient légitimement supposer qu'après leur colère, les USA et les autres pays finiront par accepter la nouvelle réalité et normaliseront leurs relations économiques et diplomatiques avec le tout nouveau membre du club mondial des puissances nucléaires. ■

Texte publié en collaboration avec www.unmondeolibre.org

Écrivez-nous

► Vous souhaitez réagir ? Un sujet d'actualité vous interpelle ? N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion. Envoyez-nous vos textes (5 000 signes maximum) par courrier électronique à l'adresse : debats@lecho.be

ENTENDU À WALL STREET

«La bulle des mers du Sud», une histoire que l'on aurait dû retenir

Cette semaine, une lettre de stratégie boursière américaine a mis en évidence des similitudes, bien réelles, entre la crise financière actuelle des États-Unis et une bulle spéculative qui éclata en Grande-Bretagne au XVIII^e siècle. « The South Sea Bubble », comme on l'appelait déjà à l'époque, n'est pas aussi connue, chez nous, que l'effondrement et le pappat du gain en sont les causes premières. À la suite de la guerre de succession d'Espagne, l'Angleterre comptait une dette estimée à plus de 10 millions de livres. Un groupe de marchands proposa

d'acquiescer la plus grande partie de cette dette, et de la loger dans une société créée pour l'occasion, The South Sea Trading Company, contre une rémunération annuelle de 6 %.

En contrepartie, le gouvernement britannique accorda à la compagnie le monopole du commerce avec les colonies espagno-

LE POIDS DES RUMEURS
Pendant quelques années le système fonctionna sans à-coups, mais aussi sans grands profits. En 1719 et 1720, la compagnie décida de racheter davantage encore de la dette publique britannique, évaluée alors à 50 millions de livres, en émettant de nouvelles actions, dont certaines étaient rem-

se mit à propager les rumeurs les plus fantaisistes sur la valeur supposée de son monopole commercial avec les colonies espagnoles du Nouveau Monde (grâce surtout, au trafic d'esclaves).

Il n'y avait aucune raison de mettre ces rumeurs en doute puisque la compagnie disposait d'une ligne de crédit de 70 millions de livres, destinée à l'expansion commerciale, obtenue avec l'accord du Parlement et le soutien du Chancelier de l'Échiquier et du roi. Le succès fut tel que le cours des actions s'emballa. À partir d'un prix de souscription initial de cent livres, il atteignit mille livres au début du mois d'août.

CHUTE DES COURS
1720. La tendance se retourna brutalement. Dès le mois de septembre, les cours étaient retombés à 150 livres, puis à 100 en décembre, en raison, entre autres, de vagues de ventes à découvert. La crise se propagea aux banques qui avaient accordé des crédits, sur gage d'actions, pour financer

toutes sortes d'entreprises, ou tout simplement pour permettre aux emprunteurs d'acquiescer de nouveaux titres de la South Sea Company. Une cascade de faillites et de ruines s'ensuivit, d'autant plus dévastatrice que l'engouement avait entraîné la création de nombreuses compagnies à capital public, qui furent emportées dans la débâcle.

Le gouvernement tomba ; une commission d'enquête fut mise en place dont le rapport, publié en 1721, dévoila une fraude de grande envergure. Plusieurs responsables furent emprisonnés. Des mesures furent prises par le gouvernement pour restaurer la confiance du public. Parmi les victimes de marque de la banqueroute, on compte Sir Isaac Newton.

Ce serait aussi cette banqueroute qui aurait inspiré, à l'auteur de la loi de l'attraction universelle, une de ses réflexions les plus connues : « Je peux calculer les mouvements des corps célestes, mais pas la folie des hommes » ■ **Jean-Claude Seynave**

«La bulle des mers du Sud» (1711) reposait sur des montages financiers toujours utilisés de nos jours!

les d'Amérique du Sud. Le financement de la nouvelle société fut assuré par des émissions d'actions. On peut considérer que cette opération fut la première titrisation importante d'une dette globale.

boursables et convertibles, et d'autres pas.

En outre, les annuités devinrent modifiables, de même que les taux qui variaient selon les échéances. À partir de ce moment, comme l'ont prouvé les nombreux procès intentés par la suite, la compagnie

L'Echo

Adresse : Médiahuis - Avenue du Port 86, Boîte 309
1000 Bruxelles - Tél.: 02423 16 11
(Les jours ouvrables de 9h30 à 18h)

Abonnements et distribution
abonnement@lecho.be
Tél.: 080055 050 - Fax: 02423 16 35

Rédaction
Tél.: 02423 16 11 - Fax: 02423 16 77

Número de compte
Medialia S.A.
412.7058051-21

TVA
0404.800.301

Publicité Trustmedia
Tél.: 02422 05 11
Fax: 02422 05 10

medialia

| | |
|--|--|
| Directeur Général Dirk Velghe | Directeur Opérationnel Geert Wellens |
| Directeur des rédactions Frederik Delplace | Directeur Financier Arnaud Delmarcelle |

Rédacteur en chef
Martine Maelschack

Rédacteurs en chef adjoints
Marc Lambrechts, Nicolas Ghislin

News managers
Laurent Kint, Denis Lamy, Serge Vandaele, Stéphane Walle (Internet)

Central News Desk
coordination@lecho.be
Anne-Sophie Bally, Anoukelle Cloot, David Collin, Isabelle De Kinck, Vincent Grents, Sarah Godard, Sébastien Proummer

Entreprises & Business
impressions@lecho.be
Michel Laevens (éditeur), Françoise Antons, Jean-Pierre Coppens, Armand De Handshutter, Nicolas Kassin, Jean-Yves Klein, Fabrice Lussac, François Xavier Lelievre, Dominique Lenoir, Jean-François Sami, Kryselle Vanhuyse, Luc Van Driessche

Économie & Politique
economie@lecho.be
Nathalie Belpas (éditrice)

Jean-Paul Bormbaerts, Christophe De Cannet, Stéphane Deschamps, Caroline Guezennec, Olivier Goret, Gérard Guillaume, Jean Michel Lallier, Catherine Monmarteau, Alain Norrix, Frédéric Robert

Marchés & Placements
(finance@lecho.be)
Luc Charlier (éditeur), Marc Collier, Carine Mathieu, Jennifer Nils, Serge Quadaecq

Faux & Dossier Pro
Dolier Belard (éditeur)

Débats & Opinions
debats@lecho.be
Sophie Lenoir (éditrice)

L'Echo week-end
Luc Deschamps (éditeur), Cécile Berland

Documentation
Secrétariat de rédaction
info@lecho.be
Philippe Deguy (Tél. 02423 17 66)

Lay-out
Christine Dubois, Valérie Gisp

Corrections
Sébastien Gesta Ackaert, Luc Deschamps

Infographie
Fabrizio Calucci, Frank O'Hanrahan, Finnott Haesen, Lino Marcolli, Frank Schijpe

Photo
Nima Ferdowsi, Frank Giron, Alexis Manginckx, Sofie Van Hoof

www.lecho.be
Isabelle Andris

Mon Argent
François Mathieu (éditeur), Muriel Michel, Rousou Sebetic, Caroline Suty

Sabato
Gesta Ackaert, Luc Deschamps

Catapultes
midnight

Le journal est imprimé par le BNP de Anvers. Si vous souhaitez copier un article, une photo, une infographie, ... en un nombre limité, nous sommes autorisés, les scans, les copies et les diffusions électroniques, veuillez contacter Collection@02735.87.be ou via les réseaux sociaux de l'Echo: www.facebook.com/lecho

Éditeur Responsable: Dirk Velghe - Avenue du Port 86, Boîte 309 - 1000 Bruxelles